



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST**

**LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Communication Procurement Directorate/Direction de  
l'approvisionnement en communication

360 Albert St. / 360, rue Albert

12th Floor / 12ième étage

Ottawa

Ontario

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Producteur de débats 2019	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 35035-182821/A	<b>Date</b> 2019-04-01
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 35035-18-2821	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$CX-010-76809
<b>File No. - N° de dossier</b> cx010.35035-182821	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-04-18</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Lavitt, Marie	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> cx010
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 990-6842 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> See Herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **Demande des renseignements ; 35035-18-2821**

### **Débats des chefs 2019 – Producteur de débats**

Services publics et Approvisionnement Canada lance la présente demande des renseignements (DDR), en prévision d'une demande de propositions (DDP), afin de donner aux soumissionnaires éventuels une idée de la portée des travaux, d'encourager la collaboration et les partenariats et de donner aux répondants l'occasion de fournir leurs commentaires à la Commission avant la DDP.

#### **1. CONTEXTE**

Créée aux termes du décret 2018-1322, la Commission des débats des chefs (« la Commission ») a reçu le mandat d'organiser deux débats des chefs en vue de l'élection générale fédérale de 2019 – un dans chacune des langues officielles. La Commission est guidée par la poursuite de l'intérêt public, les principes de l'indépendance, l'impartialité, la transparence, la crédibilité, la citoyenneté démocratique, l'éducation civique, l'inclusion, l'efficacité financière, et la promotion de la mobilisation et de la participation de tous les Canadiens.

La Commission cherche à obtenir de l'information lui permettant de préparer une demande de propositions relative à l'organisation, à la production et à la promotion d'un débat en français et d'un débat en anglais.

#### **2. OBJECTIF**

La Commission lancera une DDP dans les semaines à venir, après la clôture de la DDR et l'examen des commentaires reçus. Elle prévoit lancer une seule DDP pour les débats en français et en anglais; les soumissionnaires éventuels sont invités à transmettre leur proposition pour un débat en français ou en anglais, ou pour les deux. Les organisations peuvent participer seules ou de façon conjointe (elles peuvent travailler dans le cadre d'un consortium ou d'une coentreprise).

La Commission sollicite l'avis des soumissionnaires éventuels sur l'approche proposée et sur les solutions de rechange possibles. Il n'est pas nécessaire de répondre à la DDR pour prendre part à la prochaine DDP.

Définition – « Producteur de débat » : Terme générique utilisé dans les documents pour nommer une entreprise ou une coentreprise comme principal fournisseur de services en vue de la production des produits livrables en réponse à la DDP subséquente.

#### **3. DATE ET LIEU**

Les débats en anglais et en français se tiendront à deux moments rapprochés, environ deux semaines avant le jour du scrutin.

Dans le but de simplifier la portée des travaux pour les soumissionnaires intéressés, la Commission mettra la Salle Southam du Centre national des Arts à Ottawa (Ontario) à la disposition des soumissionnaires pour la tenue des deux débats. Toutefois, d'autres villes ou

lieux peuvent être proposés pour répondre aux considérations logistiques et temporelles qu'impose la tenue à deux dates rapprochées.

#### **4. PORTÉE DES TRAVAUX**

Un producteur de débats sera engagé pour concevoir, produire et promouvoir deux débats des chefs d'une manière complète et efficiente. Le soumissionnaire retenu aura la responsabilité, sans toutefois s'y limiter, d'assurer ce qui suit :

- l'élaboration et la création d'un format de débat;
- la conception des décors et de l'éclairage;
- la production en direct;
- la production audio et visuelle pour la diffusion;
- la création d'une identité visuelle;
- les services photographiques, y compris les plateformes de stockage;
- les services de transmission.

Le producteur de débats doit :

- rejoindre par l'entremise de divers médias le plus grand nombre possible de Canadiens, y compris les Canadiens vivant dans des régions éloignées et des communautés de langue officielle en situation minoritaire;
- veiller à ce que les débats des chefs soient diffusés et mis à la disposition des personnes handicapées dans un format accessible;
- promouvoir les débats des chefs pour s'assurer que les Canadiens savent quand, où et comment y avoir accès, et encourager la participation avant, pendant et après les débats (avant l'élection);
- fournir toutes les installations de production et l'équipement technique, ainsi que le personnel essentiel à l'exploitation des installations de production et à l'équipement requis pour l'exécution du contrat;
- diffuser les débats en direct à tous les distributeurs intéressés, sans frais, partout au Canada;
- offrir des services de photographie et mettre en ligne un répertoire de photographies sans frais;
- respecter des normes élevées en matière de production et de journalisme, tout en assurant l'impartialité, la non-partisanerie et la neutralité de la marque;
- préciser la manière dont il :
  - rejoindra le plus grand nombre possible de Canadiens;
  - rejoindra les collectivités autochtones;
  - rejoindra les Canadiens vivant dans des régions rurales et éloignées par le biais d'émissions de radio ou de télévision, en plus de l'Internet.

Afin de mener à bien les travaux d'une telle portée, la Commission encourage les répondants à envisager une association de plusieurs organisations, à assurer une distribution et une promotion complètes et à faire valoir un large éventail de points de vue éditoriaux.

## **5. QUALITÉ DE LA DIFFUSION**

Le producteur de débats doit assurer la diffusion des débats selon les normes de qualité professionnelle les plus rigoureuses conformément à la norme HD 1080i, et selon les normes nationales de diffusion applicables aux équipements techniques et aux valeurs de production. Le branchement audio-vidéo du producteur de débats doit être accessible sur demande aux diffuseurs et aux autres parties qui désirent avoir accès au signal HD.

Le producteur de débats devra offrir des signaux HD-SDI (NTSC) avec audio intégré à titre de charge normale de sortie, ainsi que donner accès à la couverture en direct des débats aux services de médias numériques qui diffusent en continu et en direct du contenu pour les canaux de médias sociaux comme YouTube, Facebook, Instagram et Twitter.

## **6. NORMES JOURNALISTIQUES**

La Commission visera à garantir le respect de normes journalistiques élevées.

Il sera nécessaire d'élaborer un format qui encourage :

- les chefs à avoir une discussion significative et réfléchie entre eux, avec l'animateur ou les animateurs du débat et avec les Canadiens qui regardent/écoutent à la maison;
- la participation des Canadiens et les échanges avec eux – avant, pendant et après les débats (avant l'élection);
- l'animateur (ou les animateurs) à tenir les chefs responsables de l'exactitude de leurs réponses;
- l'animateur (ou les animateurs) à intervenir au besoin pour assurer le bon déroulement des débats;
- des façons novatrices et uniques de communiquer avec les Canadiens avant, pendant et après les débats (avant l'élection) et d'établir des liens avec eux;
- l'utilisation optimale des plateformes de médias sociaux.

## **7. LANGUES ET ACCESSIBILITÉ**

Le producteur de débats doit fournir et mettre gratuitement à la disposition des autres distributeurs :

- une interprétation simultanée des deux débats dans les deux langues officielles;
- une interprétation simultanée à l'intention des Canadiens dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais;
- une interprétation gestuelle en direct en langue des signes du Québec (LSQ) et en Langue des signes pour particuliers (LSP);
- un sous-titrage codé en direct dans les deux langues officielles;
- une vidéo description en direct dans les deux langues officielles.

## 8. PROMOTION

Le producteur de débats doit faire la promotion des débats auprès des Canadiens, tant avant leur diffusion (pour encourager les Canadiens à les regarder et à les écouter en direct) qu'après leur diffusion (pour encourager les Canadiens qui n'ont pas pu participer en direct à les regarder et à les écouter avant l'élection).

La Commission cherchera à obtenir un plan de promotion détaillé pour les médias traditionnels, les nouveaux médias et les médias sociaux.

## 9. OBJET DE LA PRÉSENTE DMI

Le but de la DMI est d'aviser les soumissionnaires éventuels d'une éventuelle DDP à venir, de donner aux organisations le temps de former des équipes et des partenariats multidisciplinaires et de solliciter le point de vue des répondants. La participation à la DDR n'est pas nécessaire pour prendre part à la prochaine DP.

La Commission prévoit utiliser les renseignements recueillis dans le cadre de la DDR pour :

- déterminer le niveau d'intérêt;
- obtenir de l'information sur les approches et les idées novatrices que les soumissionnaires peuvent apporter au projet;
- obtenir de l'information relative aux composantes proposées de la DDP;
- obtenir des recommandations sur le processus d'approvisionnement.

## 10. RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

Les répondants sont encouragés à offrir des réponses concises, ainsi que des commentaires et points de vue qui, à leur avis, seraient bénéfiques pour le projet.

La Commission suggère que les répondants suivent la structure suivante pour formuler leurs réponses :

1. **Profil du répondant** : Veuillez tracer le profil général de votre organisation ou groupe d'organisations et inclure également toute information relative à l'expertise de votre organisation dans le cadre de cette DDR.
2. **Information** : Voir les articles 4 à 9 ci-devant.
3. **Public cible** : S'il vous plaît expliquer les méthodes potentielles pour atteindre tous les publics cibles.
4. **Risques** : Veuillez indiquer les défis, enjeux ou problèmes pouvant avoir une incidence sur le succès des débats.
5. **Innovation** : Veuillez fournir de l'information sur les approches ou les solutions novatrices que vous pourriez apporter au projet, le cas échéant.
6. **Autres renseignements** : Veuillez fournir tout autre renseignement pertinent pour la prestation de ce service que votre organisation juge important dans la prochaine DDP.

## 11. RÉPONSES:

Les répondants qui ont des questions ou des informations concernant le présent DDR peuvent adresser leurs demandes de renseignements à l'heure et à la date de clôture indiquées à:

Nom: Marie Lavitt ou  
Direction de l'approvisionnement en communication  
Direction générale des approvisionnements  
Address; 360 rue Albert  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Courriel: [marie.lavitt@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:marie.lavitt@pwgsc-tpsgc.gc.ca) and c.c. [TPSGC.padgamiace-appbmpace.PWGCSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.padgamiace-appbmpace.PWGCSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Etant donné qu'il ne s'agit pas d'une demande de soumissions, le Canada peut publier des questions supplémentaires dans le but d'obtenir des informations supplémentaires. Le Canada demande aux parties intéressées de se rendre régulièrement à [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca)

Toutes les demandes de renseignements et autres communications liées à ce processus de consultation de l'industrie doivent être adressées exclusivement à l'autorité responsable des achats de la SPAC.

## 12. NOTES AUX ENTREPRISES INTÉRESSÉES

Cette consultation de l'industrie n'est pas une invitation à soumissionner et ne donnera pas lieu à un contrat.

Les répondants potentiels sont informés que toute information soumise au Canada en réponse à ce processus de consultation de l'industrie peut être utilisée par le Canada dans le cadre du développement d'une prochaine demande de proposition concurrentielle.

L'émission de ce processus de consultation auprès de l'industrie ne crée pas l'obligation pour le Canada de lancer une demande de propositions ultérieure, ni ne lie le Canada légalement ou autrement, de conclure un accord. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de rejeter tout commentaire reçu.

Suite à cette demande, aucune entreprise ne sera présélectionnée pour entreprendre des travaux futurs. De même, la participation à ce processus de consultation de l'industrie n'est ni une condition ni une condition préalable à la participation à une ou plusieurs demandes de propositions.

Les entreprises participant à ce processus de consultation de l'industrie doivent identifier toute information soumise qui doit être considérée comme confidentielle ou confidentielle.

